



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Conséquences du rejet du PLFSS

Question au Gouvernement n° 263

Texte de la question

CONSÉQUENCES DU REJET DU PLFSS

Mme la présidente . La parole est à M. Philippe Vigier.

M. Philippe Vigier . Dans quelques heures, chaque député décidera de voter ou de ne pas voter la motion de censure. Je dis aux Français qui nous regardent ou qui nous écoutent que la censure aurait de lourdes conséquences.

Voter la censure, c'est renoncer à 7 milliards d'euros supplémentaires pour les hôpitaux et à un meilleur accès aux soins partout. (*M. Manuel Bompard fait non de la main.*) Voter la censure, c'est renoncer à 2 milliards d'euros pour les Ehpad et à la revalorisation des soignants. (Applaudissements sur les bancs des groupes Dem, EPR et DR.) Voter la censure, c'est renoncer à de nouveaux moyens de lutte contre la fraude sociale. Vous prétendez y être attachés (L'orateur se tourne vers les bancs du groupe RN), mais c'est faux. Voter la censure, c'est renoncer à l'accès direct et sans ordonnance au dispositif Mon soutien psy alors que la santé mentale est une priorité. Voter la censure, c'est renoncer à la réforme de la taxe soda, le meilleur outil de prévention du diabète et des maladies cardiovasculaires chez les jeunes. (Mme Marie-Charlotte Garin fait non de la main.)

M. Hervé de Lépinau . Votre budget, c'est 40 milliards d'impôts supplémentaires !

M. Philippe Vigier . Voter la censure, c'est renoncer au cumul emploi-retraite pour les médecins dont on a tant besoin dans les déserts médicaux. (*Applaudissements sur les bancs des groupes Dem, EPR et DR.*) Voter la censure, c'est renoncer à la revalorisation des petites retraites agricoles. (Exclamations sur plusieurs bancs des groupes RN et LFI-NFP.)

Mme Christelle D'Intorni . Vous faites les poches des contribuables !

M. Philippe Vigier . Voter la censure, c'est renoncer au déploiement des soins palliatifs dans les départements où il n'y en a pas. (*Mêmes mouvements.*)

Chers collègues du Nouveau Front populaire et du Rassemblement national, si vous votez la censure, vous aurez fait entre vous un trait d'union qui s'appelle le renoncement national. Vous êtes le renoncement national ! (*Mêmes mouvements.*) Pour nous, les députés démocrates, lorsque l'essentiel est en jeu, peu importe les manœuvres politiciennes, peu importe les marchés financiers : seul compte l'avenir du pays.

Mme Marie Pochon . Honte à vous !

M. Philippe Vigier . Monsieur le premier ministre, comment convaincre nos collègues de renoncer à

l'irresponsabilité tant qu'il est encore temps ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes Dem, EPR et DR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre du budget et des comptes publics.

M. Laurent Saint-Martin, ministre du budget et des comptes publics . Merci pour cette intervention qui liste nombre d'éléments dont nos concitoyens seraient privés si la censure était adoptée dans quelques heures. Qui a dit : « Pour que le monde agricole obtienne les promesses qui lui ont été faites, il a besoin d'un budget » ? (*« Eux ! » sur les bancs du groupe Dem, dont les députés désignent les bancs du groupe RN. – M. le ministre sourit.*) Non, c'est le président de la FNSEA ! (*Rires.*)

M. Frédéric Boccaletti . Votre ami !

M. Laurent Saint-Martin, ministre . Qui a dit : « Ce qu'on attend du politique est qu'il réduise l'incertitude. Avec la censure, c'est le noir complet » ? Un représentant de la Confédération des petites et moyennes entreprises. Qui a alerté : « Attention ! 40 000 emplois vont être supprimés avant la fin de l'année » ? Le président de la Fédération française du bâtiment.

Mme Béatrice Bellay . Ciao ! Bye bye !

M. Laurent Saint-Martin, ministre . Je vous épargne, mesdames et messieurs les députés du Rassemblement national, le langage fleuri tenu ce matin par un de vos électeurs qui serait pénalisé par votre action. Les impôts augmenteraient si la censure était votée. (*« C'est faux ! » et vives exclamations sur les bancs du groupe RN.*) Cessez de dire que c'est un mensonge ! En cas de censure, vous le savez, 400 000 Français deviendront imposables et 18 millions verront leurs impôts augmenter. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR. – Nouvelles exclamations sur les bancs du groupe RN.*)

M. Sébastien Chenu . Vous avez ruiné le pays !

M. Laurent Saint-Martin, ministre . Mesdames et messieurs les députés, réfléchissez bien ! Si vous ne le faites pas pour le gouvernement, faites-le pour ceux dont je viens de parler, faites-le pour les représentants des PME, faites-le pour les agriculteurs, faites-le pour les Français ! (*Les députés des groupes EPR, DR, Dem et HOR se lèvent et applaudissent vivement.*)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Vigier](#)

Circonscription : Eure-et-Loir (4^e circonscription) - Les Démocrates

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 263

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : Budget et comptes publics

Ministère attributaire : Budget et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 décembre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 5 décembre 2024